

L'UNIL aux Nations Unies

Communiqué de presse du jeudi 21 décembre 2006

Professeure à l'UNIL, Barbara Wilson siègera dès le 1er janvier 2007 au Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies. Elue à New York par le Conseil économique et social, elle représentera la Suisse au sein d'un organe essentiel pour la protection des droits humains.

Spécialiste des droits de l'homme, Barbara Wilson est professeure de droit international public à l'UNIL. Elle est également mandatée par la Faculté de droit et des sciences criminelles de Lausanne pour enseigner à Chambéry le droit public suisse et les droits de l'homme aux étudiants français de l'Université de Savoie.

Pour la première fois, une Suissesse est ainsi élue au sein d'un organe de suivi des traités des Nations Unies. La candidature de Mme Wilson avait été proposée par la cheffe du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Mme Micheline Calmy-Rey. Mme Wilson remplacera un autre Suisse, le professeur Giorgio Malinverni, élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg.

« Je suis très honorée par ma nomination et heureuse pour l'UNIL car ce rôle auprès des Nations Unies apportera à mon enseignement un aspect pratique et une expérience enrichissante », affirme Barbara Wilson, soucieuse d'apporter sa « modeste contribution à l'application concrète des droits de l'homme dans le monde ».

Comme le rappelle le DFAE sur son site (www.eda.admin.ch/eda/f/home.html), le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a été créé en 1985 pour surveiller l'application du Pacte international du même nom (1966), entré en vigueur pour la Suisse le 18 septembre 1992. Il s'agit notamment de faire appliquer dans les Etats parties le droit de jouir de conditions de travail justes et favorables, le droit à la sécurité sociale, à l'éducation, à un niveau de vie suffisant et au meilleur état de santé possible.

Barbara Wilson fera partie des 18 experts mondiaux composant ce Comité qui examine les rapports soumis par les différents pays et qui siège deux fois par année à Genève, afin d'entendre les délégués des Etats parties au Pacte et de proposer des recommandations pour améliorer la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels sur le plan international.

Pour en savoir plus:

Madame Barbara Wilson, Centre de droit public, 021 692 28 23
ou par l'intermédiaire de Nadine Richon au 078 775 28 18